

Emploi. La CGT refuse le projet de fusion des centres des impôts et du Trésor.

Les contribuables vont trinquer

■ Les secrétaires CGT impôts et trésorerie de Marseille tenaient un point presse, hier, pour dénoncer le projet de fusion des services des impôts et du Trésor, mené sans concertation avec les personnels concernés.

Les deux syndicalistes, Philippe Laget et Frédéric Larrivée, se disent préoccupés par les suppressions d'emplois et l'abandon des missions de service public que cette mesure entraînera. En effet, Eric Woerth, ministre du Budget, des Comptes publics et de la Fonction publique, ne cache pas son objectif de supprimer, d'ici trois ans, 40 000 emplois sur 130 000, chez les agents du Trésor et des impôts.

A Marseille, cela se traduirait par la disparition de 18 emplois, une vingtaine à Aix-en-Provence, 32 dans le département. Au total, plus de 60 postes seraient supprimés. Conséquences : des files d'attente plus longues, une qualité d'écoute et d'accueil amoindrie. En résumé, une dégradation des missions de service public comme, par exemple, à Aubagne ou à La Ciotat. Dans ces deux villes, les personnes âgées sont, aujourd'hui, obligées de prendre un taxi : direction Marseille pour enregistrer les droits de succession en cas de décès. Auparavant, les enregistrements se faisaient au centre des impôts aubagnais et ciotaden.

Pour mieux faire avaler la pilule, le ministère du Budget avance l'argument de la simplification des démarches administratives, jugées trop complexes. Actuellement, la cité phocéenne compte 6 centres des impôts et 10 trésoreries. Leur fusion en un site unique conduira, d'après Frédéric Larrivée, à des inégalités de traitement dans l'accueil des contribuables. Ceux qui paient beaucoup d'impôts auront



Les fonctionnaires des Impôts et du Trésor se rassembleront, demain, pour exiger un service public de qualité et pas de suppressions d'emplois.

droit à un rendez-vous personnalisé, les autres devront prendre leur mal en patience, à l'accueil. Ce responsable syndical rappelle les 15 milliards de cadeaux fiscaux fait par le gouvernement aux plus fortunés. Un bouclier fiscal qu'il lui faut, à tout prix, récupérer afin de renflouer les caisses de l'Etat. Pour cela, tous les moyens sont bons : les gens, aux revenus les plus modestes, auront à payer la TVA sociale. Or, c'est l'impôt le plus injuste puisqu'il touche les biens de consommation courante.

La CGT propose donc la création des maisons des finances où seront regroupés les centres des

impôts et du Trésor, ainsi que les services du cadastre et des douanes. Cette proposition garantira « le maillage territorial » et la continuité de « la qualité du service public ».

En grève demain, les fonctionnaires espèrent être entendus par la plus haute autorité des impôts : le trésorier public général. Ils ont rendez-vous, le même jour, devant la trésorerie générale, 183, avenue du Prado.

Le syndicat CGT, majoritaire aux impôts, attend une forte mobilisation, car face aux dégradations des conditions de travail, les agents en ont ras-le-bol.

PIEDAD BELMONTE